



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.



PROGRAMME DE TRAVAIL 2017

www.strategie.gouv.fr

Programme de travail 2017

14 mars 2017

1. Évaluation des politiques publiques	3
2. Déterminants de la productivité et de la croissance	4
3. Fonctionnement du marché du travail, dynamique des salaires et des revenus.....	5
4. Compétences pour demain, système de formation et organisation du travail	6
5. Inégalités, mobilité sociale	7
6. La transformation de l'économie et de la société face aux défis environnementaux	8
7. Développement des territoires.....	9
8. Une action publique renouvelée	10
9. Quelle stratégie européenne ?	11
10. La démocratie à l'ère « post-factuelle »	12
Cycles de séminaires.....	13
Outils.....	13

Pour France Stratégie, l'année 2016 et le début de 2017 ont été marqués par l'exercice de prospective 2017-2027. Ce dernier visait, en amont de l'élection présidentielle, et dans ses domaines de compétence (économique, social et environnemental), à offrir un éclairage sur les grands enjeux de la décennie à venir puis à présenter une série d'actions critiques concourant aux objectifs larges ainsi dégagés et susceptibles d'induire de forts effets de levier pour notre pays. L'année passée a également été consacrée à analyser en profondeur les lignes de faille qui parcourent la société française et qui interrogent notre capacité à la réunifier autour d'un projet commun.

Les mois à venir seront l'occasion pour France Stratégie d'aborder une nouvelle étape.

Le présent programme de travail s'inscrit d'abord dans la continuité des réflexions engagées au cours de la dernière période, en s'efforçant de les approfondir, pour gagner en précision et en capacité de propositions. Il prévoit également le lancement de travaux nouveaux, en particulier sur la transformation de l'économie du fait de la contrainte environnementale, sur la rénovation de l'action publique et sur l'attitude à adopter face à la défiance croissante à l'égard de l'expertise dans les démocraties, européennes et française en particulier.

Au-delà des dix têtes de chapitre retenues pour ce programme de travail, trois préoccupations seront systématiquement prises en compte dans les travaux de France Stratégie : la priorité accordée à l'emploi dans l'ensemble des politiques publiques, les enjeux territoriaux (avec la prise en compte des spécificités de l'Outre-mer) et le contexte créé par le défi environnemental et la révolution numérique.

Enfin, en méthode, ces travaux seront menés en nouant toutes les collaborations utiles avec les administrations, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux et les acteurs de la société civile. France Stratégie cherchera à développer plus avant, et si possible de façon innovante, sa fonction d'animation du débat public sur l'ensemble des sujets dont elle a la charge.

1. Évaluation des politiques publiques

L'évaluation des politiques publiques est primordiale, aussi bien pour améliorer leur efficacité que pour favoriser la transparence de l'action publique. Dans un paysage français où cette évaluation concerne de multiples acteurs, France Stratégie entend contribuer à ce champ à trois titres :

- en poursuivant l'animation de commissions chargées de l'évaluation de politiques spécifiques d'ampleur : comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), institué par la loi de finances rectificative pour 2012 et dont les missions ont été étendues aux aides publiques aux entreprises et aux engagements (COSAPEE) en 2014 ; commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation (CNEPI), installée en 2014 ;
- en travaillant en continu à améliorer les méthodes d'évaluation socioéconomique des projets d'investissement public au travers d'un comité d'experts mis en place avec le Commissariat général à l'investissement (CGI) ;
- en conduisant un travail de réflexion sur la gouvernance en matière d'évaluation des politiques publiques, tant en amont qu'en aval de la loi qui les institue.

Principaux travaux prévus

- Un rapport complémentaire au rapport de 2016 sur l'évaluation de l'impact du CICE sera publié en mars 2017. Le rapport d'évaluation de l'impact du CICE de septembre 2017 évaluera l'effet du dispositif sur les données de 2015.
- Les exonérations générales de cotisations sociales du comité de suivi des aides publiques aux entreprises et aux engagements feront l'objet d'un rapport en juin 2017. Une évaluation du dispositif de suramortissement mis en place en 2015 pourrait être engagée à l'automne.
- La commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation rendra des avis sur les pôles de compétitivité (février 2017) et sur le crédit d'impôt recherche (résultats intermédiaires en mai 2017). Une étude portant sur l'accumulation des aides à l'innovation par certaines entreprises bénéficiaires est prévue à l'automne.
- Des groupes de travail lancés ou à lancer d'ici la fin 2017 élaboreront des méthodologies d'évaluation socioéconomique dans différents domaines (projets d'investissement – principalement immobilier – dans l'enseignement supérieur, déploiement du très haut débit, effets d'agglomération, investissement social, etc.). Leurs travaux seront soumis à l'avis du comité d'experts des méthodes d'évaluation socioéconomique.
- La réflexion sur la gouvernance sera nourrie d'une étude sur les *What Works Centres* britanniques et d'un benchmark plus général des pratiques d'évaluation à l'international. Un groupe de travail piloté par France Stratégie et composé des principaux acteurs de l'évaluation préparera pour mai une note de recommandation visant à développer l'évaluation d'impact des politiques publiques et son appropriation dans la décision publique.

2. Déterminants de la productivité et de la croissance

La productivité globale des facteurs a ralenti régulièrement en France depuis les années 1970, atteignant un rythme de croissance historiquement faible aujourd'hui. En particulier, le rebond de la productivité a été particulièrement modéré au sortir de la crise, en comparaison des précédents épisodes de récession. Ce ralentissement a déjà fait l'objet d'un diagnostic par France Stratégie. Les travaux à venir auront pour objectif d'affiner le constat et d'élaborer des stratégies de réforme visant à soutenir la croissance à moyen et long termes.

Principaux travaux prévus

- Plusieurs documents de travail d'ici à l'été 2017 viendront étayer le diagnostic sur les déterminants de la croissance de moyen terme : tendance de la productivité globale des facteurs, projection de la croissance potentielle, réallocations productives entre secteurs d'activité, importance de la compétitivité-qualité liée à l'innovation. Un travail sera engagé pour tenter de comprendre pourquoi les performances de l'appareil productif sont décevantes dans un contexte où l'investissement des entreprises en part de PIB demeure élevé. Une attention particulière sera portée sur l'industrie. Ces travaux seront menés en interaction avec le Conseil national de l'investissement (CNI) et le Conseil économique, social et environnemental (CESE).
- Un travail sur l'efficacité des procédures de redressement judiciaire en France sera mené à bien au premier semestre 2017.
- Au second semestre, les politiques d'innovation feront l'objet de plusieurs études, au-delà des travaux d'évaluation (voir thème 1) : management de l'innovation par les entreprises, positionnement de la France à la frontière technologique, focus sur le secteur biomédical.
- Suite au rapport de France Stratégie sur *Le coût économique des discriminations* publié en septembre 2016, plusieurs études (internes et externes) sur données micro-économiques seront réalisées afin de mettre en évidence l'incidence de phénomènes potentiellement discriminatoires au sein des entreprises sur leur performance (genre, âge, handicaps).
- Les liens entre la productivité des firmes et l'organisation du travail (y compris la qualité du management) feront l'objet de travaux au printemps et à l'automne 2017.
- France Stratégie étudie le potentiel et les conditions de développement de technologies innovantes (intelligence artificielle et *blockchain*), la diffusion de ces technologies au sein des différents secteurs d'activité et les conséquences à attendre sur le partage de la valeur dans les chaînes de production. Deux groupes de travail réunis au premier semestre 2017 donneront lieu à la publication d'une note sur les secteurs à fort renouvellement en numérique au printemps.

3. Fonctionnement du marché du travail, dynamique des salaires et des revenus

Les mobilités sur le marché du travail augmentent tendanciellement, notamment avec passage par le chômage. Cela s'explique par un plus grand recours aux contrats courts et par un raccourcissement de la durée moyenne de ces contrats, qui tendent à segmenter le marché du travail en enfermant une partie de la population dans l'insécurité économique et la précarité. Comment analyser cette préférence pour les contrats courts ? Quels sont les effets sur les trajectoires professionnelles, de salaires et de revenu ? Plus généralement, quels sont les déterminants de la dynamique salariale en France ? Quelles politiques de revenu sont à même de répondre à ces mutations du travail ? Les évolutions de l'emploi et les mutations technologiques interrogent également les modalités de protection des actifs, le rôle des partenaires sociaux et l'avenir du dialogue social.

Principaux travaux prévus

- L'effet des mobilités professionnelles sur les trajectoires salariales fera l'objet d'une note à l'été 2017.
- L'évolution des inégalités de salaires perçus au cours de la vie active entre générations fera l'objet d'un document de travail, avec la perspective d'une comparaison France-Allemagne (second semestre 2017).
- Des travaux seront engagés sur la dynamique des salaires dans le secteur privé et sur ses déterminants (rôle du SMIC, de la négociation de branche, du contexte concurrentiel et de la taille des entreprises). Une première note sera consacrée à la dynamique des salaires dans le secteur privé et à l'impact différencié de la négociation selon les branches professionnelles (juin 2017). Une deuxième note comparera les salaires par métiers entre secteur public et secteur privé, en niveau et en dynamique (second semestre 2017). Ces travaux pourront se faire en collaboration avec l'Insee et la Dares.
- Pour mieux comprendre le recours aux différentes formes de contrats de travail, deux types de travaux seront conduits : une note sur les processus de concentration et de diffusion des formes d'emploi (type de contrats) au sein des métiers est prévue pour avril 2017 ; une note sur les arbitrages des employeurs entre différents types de contrats lors du recrutement sera publiée au second semestre 2017 (enquête OFER de la Dares).
- Des travaux sur la protection des revenus des actifs face aux mutations de l'emploi seront menés. Un séminaire donnera lieu à publication à la fin du premier semestre 2017.
- En matière de régulation du marché du travail par le dialogue social, une note portera sur l'enjeu de « Faire collectif à l'heure du numérique » pour les travailleurs autonomes (mai 2017). Deux séminaires sont aussi prévus avec ASTREES (Association Travail Emploi Europe Société), l'un sur les mutations numériques comme objet de dialogue social en entreprise (avril), l'autre sur l'évolution des systèmes de négociation collective en Europe (juin).

4. Compétences pour demain, système de formation et organisation du travail

Les travaux conduits par France Stratégie sur les questions de travail, d'emploi, de compétitivité et de numérique mettent en évidence un déficit français en matière de compétences. France Stratégie investit cette question à partir de travaux de prospective sur les métiers et les qualifications, sur les formes d'emploi et l'organisation du travail, en s'appuyant sur un réseau d'acteurs chargé d'anticiper les emplois et les compétences. L'objectif est d'identifier une stratégie nationale des compétences nécessaires pour demain, et d'élaborer des propositions d'organisation du système scolaire, de l'enseignement supérieur et de la formation continue pour mettre en œuvre cette stratégie. Le développement de l'autonomie des établissements scolaires participe également à cette réflexion.

Principaux travaux prévus

- Un nouvel exercice de Prospective des métiers et qualifications sera lancé en mai 2017 avec la Dares, afin d'examiner les perspectives en matière d'évolution des ressources en main-d'œuvre et d'emploi par métiers.
- Les transformations des formes d'emploi et de l'organisation du travail seront abordées sous différents angles : un travail de prospective sur les organisations du travail (mars 2017) et sur les organisations apprenantes (juin), une note sur les secteurs à fort renouvellement en numérique (juin), des travaux sur les liens entre modèles organisationnels, systèmes de formation et gestion des compétences (second semestre) et une réflexion sur l'évolution du statut de cadre, dans un contexte où les droits sont de moins en moins attachés au statut et où le temps et le lieu de travail se fragmentent (second semestre 2017).
- Le réseau emplois-compétences (REC), qui réunit notamment représentants de l'État et observatoires de branches, s'interrogera sur les enjeux de repérage, de reconnaissance et de valorisation des compétences transversales et transférables, sur la prospective des compétences dans la filière numérique (avec le CNI en avril 2017), sur les méthodes de projections régionales (juin) et sur les modes d'alimentation des métiers (juin). Le REC dressera en outre le bilan de ses deux premières années d'existence (juin).
- À la suite d'une note 2017-2027 plaidant pour une stratégie nationale des compétences, un chantier sera lancé en association avec toutes les parties prenantes : définition, niveau et type de compétences nécessaires pour s'insérer dans l'emploi, enjeu de *mismatch* (avec la Dares, Pôle emploi et l'OCDE), enjeux et conditions d'émergence d'un modèle de compétences du point de vue des entreprises, rendement des formations sur les parcours professionnels.
- Une cartographie de l'offre de formation professionnelle initiale dans le supérieur en termes de blocs de compétences est prévue pour septembre 2017, avec l'organisation d'un colloque international sur les enseignements à tirer des expériences étrangères en octobre.
- Un rapport sur les enjeux d'une nouvelle étape de l'autonomie des établissements scolaires (quelles régulations ? quelles évaluations ?) est prévu pour la fin de l'année.

5. Inégalités, mobilité sociale

Les inégalités économiques et sociales ont progressé en France depuis la fin des années 1990. Si la progression des écarts de niveau de vie a plutôt été contenue par rapport aux autres pays, celle des écarts de patrimoine a été très marquée. Plus globalement, les inégalités des chances sont fortes et tendent à s'aggraver. Les travaux de France Stratégie visent à affiner l'analyse des différentes dimensions des inégalités : de revenu, de patrimoine, entre territoires, entre générations, dans les trajectoires sociales. Des focus seront réalisés sur la pauvreté, le surendettement et les politiques de mixité sociale dans le système éducatif.

Principaux travaux prévus

- L'évolution des inégalités de revenu et de patrimoine entre générations sera étudiée au premier semestre 2017. Un projet visant à doter le modèle Ines d'un module concernant la fiscalité du patrimoine sera mené en collaboration avec l'Insee au second semestre afin de compléter les travaux sur la redistributivité du système socio-fiscal français. En association avec l'OFCE, France Stratégie pourrait travailler à la demande des Assemblées lors des PLF et PLFSS pour aider les parlementaires à évaluer l'impact redistributif des différentes mesures envisagées.
- Des travaux sur la dimension environnementale des inégalités pourraient être engagés avec le CGDD et le CGEDD au second semestre 2017.
- Une étude sur la volatilité des revenus des ménages sera mise en œuvre au second semestre.
- Une analyse de l'homogamie sociale, de l'endogamie et des effets de l'évolution de la structure des ménages sur les inégalités économiques et sociales sera menée au second semestre.
- La mobilité sociale intergénérationnelle et les perspectives d'ascension sociale feront l'objet de plusieurs études : comparaison intergénérationnelle des revenus au premier semestre 2017, analyse de l'évolution des rendements éducatifs différenciés selon l'origine sociale, étude de la relation entre structure familiale et mobilité sociale au second semestre ; la faisabilité d'une analyse des relations entre innovation et mobilité sociale sera explorée.
- Un travail plus spécifique sera réalisé sur les classes moyennes en France et en Europe avec plusieurs centres de réflexion européens, afin de produire une analyse commune à la fin de l'été.
- Des travaux sur la pauvreté seront menés, avec notamment une étude sur le surendettement des ménages au premier semestre 2017.
- Les politiques scolaires les plus à même d'atteindre l'objectif de réduction des inégalités de réussite et d'orientation liées à l'origine sociale feront l'objet d'une note à l'automne 2017. L'organisation d'une consultation citoyenne sur ces sujets est envisagée, en partenariat avec les institutions intéressées (ministère de l'éducation nationale, Cnesco, CESE, SGMaP).

6. La transformation de l'économie et de la société face aux défis environnementaux

Pour être à la hauteur de ses engagements climatiques, la France doit accélérer sa transition bas carbone. Cela implique une redirection massive des financements vers les investissements décarbonés. En outre, tant le réchauffement climatique en cours que la transition énergétique mise en œuvre pour le limiter auront des conséquences majeures à moyen terme sur l'appareil productif, donc sur la société. Un travail dans la durée, de nature interministériel, sera engagé pour mieux les cerner et y faire face.

Principaux travaux prévus

- Un groupe de travail sur l'accompagnement de la transition énergétique au moyen des certificats carbone a été installé au début de l'année. Il rendra son rapport en mai 2017.
- France Stratégie contribue au secrétariat scientifique de la commission Stiglitz-Stern chargée de produire un corridor de valeurs du carbone compatible avec l'objectif de l'accord de Paris de limiter la hausse des températures bien en-deçà de 2 °C. France Stratégie mettra en place au second semestre un groupe de travail destiné à actualiser la trajectoire de la valeur tutélaire du carbone pour la France.
- Dans la suite des réflexions menées lors de l'exercice 2017-2027 sur le système électrique, un travail de réflexion prospective sera effectué sur le devenir à court et moyen termes de la distribution d'électricité en France. Un rapport est prévu pour juin 2017.
- La plateforme nationale pour la RSE rendra cinq avis cette année, sur les relations responsables entre donneurs d'ordre et fournisseurs, sur l'environnement, sur les territoires, sur la finance responsable et sur les données.
- Au second semestre, un travail dans la durée sera engagé sur la transformation de l'appareil productif, et plus généralement de la société, face aux contraintes environnementales. Il comprendra un volet spécifiquement dédié à l'Outre-mer. Ce travail devra associer tous les ministères et les administrations concernés, les experts et les ONG.

7. Développement des territoires

Ces dernières décennies ont vu émerger deux phénomènes territoriaux marquants. D'une part, le dynamisme des métropoles, qui concentrent l'activité à haute valeur ajoutée et la partie la plus qualifiée de la population active. D'autre part, la divergence régionale entre le Sud-Ouest qui prend son essor et le Nord-Est de l'Hexagone qui décroche, victime de la désindustrialisation française. L'essor des métropoles doit être encouragé, mais de telle manière qu'il tire vers le haut les territoires environnants. Les pouvoirs publics doivent y veiller : articulation des actions de développement économique entre métropoles et régions, investissements dans la transition écologique et énergétique, développement des *smart cities*, allocation des moyens consacrés par l'État en matière d'éducation et de formation, de manière à favoriser l'égalité des chances. France Stratégie propose d'approfondir dans un premier temps le diagnostic de la métropolisation du territoire, et d'explorer dans un second temps les pistes de solutions pour résorber les fractures territoriales.

Principaux travaux prévus

Approfondissement du diagnostic sur le développement économique des régions et des métropoles

- Deux notes et une étude externe rendront compte des travaux prospectifs et analytiques menés sur la répartition de l'emploi dans les territoires et sur les rendements d'agglomération au premier semestre 2017.
- Les inégalités sociales sur les territoires seront analysées à travers les salaires, le rôle des métropoles dans la géographie de l'ascension sociale et l'étude des probabilités d'accès au supérieur par origine sociale et géographique.
- L'analyse de l'investissement public local, de la répartition de l'emploi public sur le territoire et de leurs effets sur les inégalités territoriales, fera l'objet de deux notes.
- Un rapport et une note proposeront des scénarios de développement des *smart cities*, ainsi que des recommandations de politiques publiques en la matière. Ils s'appuieront sur une analyse de la situation française, un exercice de benchmark international, des auditions de personnalités du monde de l'entreprise et d'experts et un cycle d'ateliers-débats.

Pistes de réforme qui seront étudiées après caractérisation des territoires qui « vont mal »

- La gouvernance de l'aide sociale sur les territoires, à l'horizon de la fin 2017 ou de l'année 2018, en premier lieu sur le RSA.
- Les synergies entre les métropoles et les territoires voisins permises par la transition écologique et énergétique (septembre 2017).
- Les questions de gouvernance entre les métropoles et les régions.

8. Une action publique renouvelée

L'action publique a vocation à être le ciment de la cohésion sociale. Elle est aujourd'hui prise entre des attentes et des critiques fortes. La contrainte qui pèse sur les dépenses publiques et la transformation numérique a conduit à de profondes évolutions, notamment dans l'organisation des services publics et les relations entre administrations et usagers. La réflexion engagée par France Stratégie porte sur les transformations souhaitables de l'administration : quels enseignements peut-on tirer d'un double exercice de comparaison internationale et d'analyse des évolutions passées pour les statuts, l'emploi et les salaires dans la fonction publique, ainsi que pour l'accès aux services publics dans les territoires ? Dans cette perspective, l'organisation de l'État providence est également questionnée. Quelle réorientation des dépenses sociales peut-on envisager ? En particulier, les politiques d'investissement social proposent de protéger autrement pour avoir ensuite moins à réparer.

Principaux travaux prévus

- Des travaux comparatifs sur l'emploi public et les statuts dans la fonction publique seront menés au printemps 2017, nourris des expériences internationales. Une étude de l'évolution des salaires par métier, en comparaison avec le privé, sera également réalisée à cet horizon. Des réflexions sur les moyens d'encourager mobilité et souplesse dans l'organisation et la gestion des ressources humaines dans les fonctions publiques suivront. Le personnel enseignant (spécialisations, affectations, carrières, etc.) fera l'objet d'un examen particulier (printemps 2018).
- L'effet du numérique sur l'administration dans la gestion des non-remplacements des départs en retraite, en particulier dans les collectivités locales, fera l'objet d'un travail de prospective à partir du printemps.
- Une réflexion plus large sur les besoins de services publics et leur nature, et sur les choix entre internalisation et externalisation, mise en concurrence et délégation sera engagée au second semestre.
- Des groupes inter-administratifs de réflexion sur certaines grandes politiques publiques seront mis en place au second semestre 2017. (Les thématiques restent à définir : agriculture, logement, prévention et traitements phytosanitaires, etc.).
- Les possibilités et les modalités de réorientation des dépenses sociales seront examinées, sur la base des enseignements du séminaire « L'investissement social : quelle stratégie pour la France ? » et d'un ensemble de travaux, portant notamment sur l'accueil des jeunes enfants et la scolarisation précoce. Sur ce thème, France Stratégie contribue également à la réflexion de la formation enfance du HCFEA sur les « tiers-temps » (temps où les enfants ne sont ni dans leur famille ni à l'école).

9. Quelle stratégie européenne ?

À l'heure du 60^e anniversaire du traité de Rome, l'Union européenne traverse des crises multiples : crise de l'euro, crise des réfugiés, panne de l'intégration économique et sociale, crise existentielle. France Stratégie se propose de développer des éléments de réponse sur tous ces sujets, pour alimenter la réflexion des pouvoirs publics et participer au débat au niveau européen. Les publications sur ces sujets seront systématiquement produites en français et en anglais.

Principaux travaux prévus

- Des éléments de constat et des propositions en matière de droit de résidence seront produits.
- Une série de notes sera publiée sur l'état de la zone euro : évolution des règles budgétaires européennes, question de la *legacy debt*, politiques pour favoriser la convergence économique et sociale au sein de l'Union monétaire.
- Une autre série de notes portera sur les enjeux de l'Union européenne : conséquences du Brexit, budget de l'Union, développement d'une politique de défense et de sécurité, développement de l'Europe sociale, mise en place de l'Union de l'énergie, évolution de la répartition des compétences entre niveau national et niveau européen.

10. La démocratie à l'ère « post-factuelle »

Les pays développés connaissent une perte de confiance généralisée, qui s'exprime notamment par le rejet des institutions démocratiques traditionnelles, la montée des votes extrêmes et la diffusion des discours « post-vérité ». Pour autant, cette « fatigue démocratique » s'accompagne de nouvelles aspirations et de nouvelles possibilités offertes aux citoyens pour prendre une part plus active dans la vie démocratique, à l'échelle locale ou nationale, voire européenne. Sur ces thématiques, France Stratégie engagera une réflexion sur l'effet du numérique, tant sur la participation des citoyens que sur la polarisation des idées. Un cycle de séminaires sera lancé, afin de porter un diagnostic sur la montée de la défiance vis-à-vis de l'expertise, qui se trouve être le cœur de métier de France Stratégie. La démocratie sociale est également contestée, tant au niveau des acteurs (représentativité des partenaires sociaux) que dans ses structures (paritarisme, etc.) ou son articulation avec le politique (fabrique de la loi). Les formes traditionnelles de concertation sociale s'essouffent, ce qui questionne notamment France Stratégie dans son rôle.

Principaux travaux prévus

- Une étude sur la polarisation politique et l'impact des réseaux sociaux sera réalisée, en partenariat avec des acteurs des réseaux sociaux, pour tirer les enseignements des différentes consultations électorales dans les pays occidentaux depuis la mi-2016 jusqu'à début 2018 (Royaume-Uni, États-Unis, Pays-Bas, France, Allemagne, Italie).
- Des études de cas se pencheront sur des initiatives de gouvernement ouvert (budget participatif, fabrique de la loi, pétition en ligne) et sur leur efficacité.
- Seront confrontés différentes approches disciplinaires mais aussi différents champs (santé, économie, infrastructures, etc.). Il s'agira d'analyser aussi bien la réception et la diffusion de l'expertise dans la société que la responsabilité des experts eux-mêmes dans cette crise de confiance. Des focus groupes sur le même sujet seront montés, de façon à recueillir la parole d'un public le plus large possible. Ces travaux donneront lieu à la production d'un rapport pour la fin 2017.

Cycles de séminaires

- « Europe et international », organisé avec le CEPII depuis janvier 2014
- « Mutations sociales et mutations technologiques », organisé avec l'EHESS et INRIA, depuis octobre 2015.
- « Innovation de rupture », lancé en octobre 2015
- « Emploi et territoires », du club de prospective territoriale de décembre 2016 à mai 2017
- « Régulation du secteur de la santé », avec le HCAAM, de janvier à juin 2017 ; prolongé au-delà
- « Modélisation économique des questions liées à l'énergie, au climat et à l'environnement »
- Cycle de séminaires sur l'évaluation, à mettre en place au second semestre 2017
- « Dialogue social », organisé avec ASTREES au premier semestre 2017
- Cycle d'ateliers-débats sur les *smart cities*, de décembre 2016 à juin 2017
- Cycle d'ateliers sur la *blockchain* et son potentiel, au premier semestre 2017
- Cycle de séminaires sur la défiance envers l'expertise, à compter du second trimestre 2017
- Poursuite des séminaires sur le calcul socioéconomique des projets d'investissement public : trois séances par an

Outils

France Stratégie développe un certain nombre d'outils d'évaluation et de projection.

- Développement d'un outil d'évaluation et de projection de la croissance potentielle en interne, à l'horizon été 2017
- Participation aux projets d'une plateforme web sur la croissance potentielle et d'une plateforme web interactive pour analyser les résultats de simulation de modèle avec le CEPREMAP
- Conception d'un outil de modélisation et d'évaluation de la transition énergétique : France Stratégie pilote avec le Conseil français de l'énergie un groupe de travail sur la modélisation des politiques énergétiques. En partenariat avec le Commissariat général au développement durable, France Stratégie va poursuivre le développement d'un outil de modélisation de la transition bas carbone en France au moindre coût.
- Réflexion sur l'utilisation des objectifs de développement durable dans les travaux de prospective des administrations publiques, avec le comité 21
- Évolution de notre outil de projection des métiers et des qualifications (PMQ) : bilan de l'exercice précédent (*Les Métiers en 2022*)
- Formation à l'outil de microsimulation Ines, qui vient d'être mis en accès libre par l'Insee et la Drees

RETROUVEZ
LES DERNIÈRES ACTUALITÉS
DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



www.strategie.gouv.fr



[francestrategie](https://www.facebook.com/francestrategie)



[@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



FRANCE STRATÉGIE



France Stratégie, laboratoire d'idées public, a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.
